

## EUROPE-MAGHREB

# Les experts plaident pour une stratégie énergétique régionale

**Les experts réunis, hier dans le cadre d'un colloque euro-méditerranéen, ont plaidé pour une stratégie énergétique régionale et pour le développement des énergies renouvelables. Ils évoquent, ainsi la nécessité de passer d'une relation d'import-export entre les pays de la région à un nouveau modèle énergétique régional.**

**F.-Zohra B. Alger (le Soir)** - Les interventions ont été axées sur le fait que les politiques énergétiques mises en œuvre dans les pays du pourtour méditerranéen reflètent des stratégies individuelles «qui tiennent peu compte des choix pris par les pays voisins», précise le D<sup>r</sup> Mourad Preure, président du cabinet Emergy, et expert à l'Institut de prospective euroméditerranéen (IPEMED).

Il explique ainsi que certaines données méritent une autre approche et citera de ce fait, les enjeux démographiques, économiques et environnementaux qui appellent à plus de concentration entre les pays méditerranéens et à la définition d'une véritable stratégie énergétique régionale. «Plusieurs éléments justifient, en effet

de passer d'une relation d'import-export entre les pays de la région, à un nouveau modèle énergétique régional», a déclaré Mourad Preure. Il précise que la demande d'électricité dans les pays de la rive sud pourrait tripler d'ici 2030.

De ce fait, d'importants investissements seront nécessaires pour générer de nouvelles capacités de production au sud, soit environ 200 GW selon l'expert.

«Cela doit s'accompagner par l'acquisition d'un nouveau savoir-faire technologique, et l'impulsion d'une dynamique de développement scientifique et technologique dans les énergies renouvelables, englobant solidement les entreprises de la rive nord et celle du sud de la méditerranée occidentale», a-t-il souligné. Comme il met-

D<sup>r</sup> Mourad Preure.

tra aussi, en évidence le fait que cette forte intégration productive et non commerciale entre l'Algérie et la France, dans un premier

temps, «aura pour conséquence de tenir à l'écart les concurrences prédatrices d'autres pays éloignés comme ceux de l'Asie».

Pour sa part, Abdelmadjid Attar, ancien ministre et président du cabinet de consulting Petrochem et évoquant l'Algérie face aux défis énergétiques du troisième millénaire, dira que l'expérience européenne devrait être prise en compte pour ce qui est du développement des énergies renouvelables.

«Seul le solaire pourrait être d'un apport appréciable et contribuer ainsi à une transition énergétique progressive et appréciable vers une substitution partielle aux énergies fossiles», déclare A. Attar.

Il a rappelé que dans le cadre de l'énergie solaire principalement, un programme conséquent a été lancé en 2001 par le ministère de l'Energie et Mines et qui concernent la production de 22 000 MW à l'horizon 2030.

Il s'agit de parvenir à ce que 40% des besoins en électricité soient couverts à partir du renouvelable.

F.-Z. B.

## LIÉS PAR DES ACCORDS D'ASSOCIATION AVEC L'UNION EUROPÉENNE

# Les pays maghrébins rediscutent les règles d'origine

**Les Etats du Maghreb, liés par des accords d'association avec l'Union européenne, œuvrent à redéfinir les règles d'origine des produits importés.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Des discussions dans un cadre régional se poursuivent en ce sens, selon le directeur général des relations internationales du ministère du Commerce. Selon Saïd Djellab, qui participait hier à l'hôtel Hilton à un déjeuner-débat organisé par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care) et la Fondation Friedrich Neumann, ces discussions devraient aboutir à de nouvelles règles dès janvier 2015, espère-t-il. Ce qui permettrait d'améliorer tant la compétitivité des entreprises maghrébines que de stimuler le développement d'une intégration industrielle réellement efficiente. C'est ce qu'a laissé entendre l'expert tunisien Ghazi Benhamed qui a participé à cette rencontre consacrée au thème : «Les accords d'association : quels bénéfices possibles pour les entreprises algériennes ?». Cet expert avait prôné l'instauration d'un marché régional, d'un partenariat algéro-tunisien, évoquant l'opportunité de mettre en place une zone de libre-échange transfrontalière.

Certes, les règles d'origine, des critères permettant de déterminer le pays d'origine d'un produit, contribuent à une meilleure régulation de l'importation, la sécurisation des intrants de fabrication et la lutte contre la contrefaçon et la concurrence chinoise notamment. A propos des produits d'origine incontrôlée, notamment

les produits asiatiques et autres qui transitent par l'Europe avant d'être introduits dans notre pays, le ministre du Commerce avait indiqué, récemment, que les autorités nationales, notamment les Douanes, travaillent avec leurs homologues européennes pour traiter cette question.

Comme ces règles contribuent à une application efficiente et optimale des mesures ou instruments de politique commerciale telles les mesures de sauvegarde.

A ce sujet, le représentant du ministère du Commerce a estimé que le recours à de telles mesures est encore possible, durant les prochaines années pour les entreprises et secteurs potentiellement vulnérables, dans la mesure où une marge de manœuvre existe et que la perception dudit accord d'association doit être globale, à même de transcender les aspects critiques et négatifs et de promouvoir la coopération idoine.

Rappelons à ce titre, que l'Algérie a pu renégocier et reporter jusqu'à 2020 la création de la zone de libre-échange algéro-européenne prévue initialement en 2017 par l'accord d'association signé en 2002 et entré en vigueur dès septembre 2005, et obtenir le rétablissement ou le gel des taux de droits de douanes pour 1058 lignes tarifaires couvrant un grand nombre de filières et branches. Notons également que le démantèlement tarifaire a atteint un taux de 12% en 2012 (il était à 18% en

2010) selon le représentant du département de Mustapha Benbada.

A charge cependant que le tissu entrepreneurial national, notamment privé, puisse réussir sa mue grâce à une mise à niveau davantage opérationnelle et stimulante et améliorer sa compétitivité, le doute étant permis à ce propos. «Ceci outre la nécessité de remédier aux dysfonctionnements de l'environnement entrepreneurial, d'améliorer le climat des affaires en Algérie comme le relèvera le président de Care, Slim Othmani.

Comme il s'agit de la nécessité d'une libéralisation des services qui ne doit pas se faire de «manière inconsidérée», relève le directeur général de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), Mohamed Bennini. Intervenant lors des débats, le responsable de l'Algex a fait état de la prégnance de l'informel et de l'absence d'éthique et de transparence même dans le secteur des services.

Autre condition, le volontarisme des entreprises à formuler des requêtes si elles s'estiment lésées, des difficultés se posant à ce sujet, selon le directeur général de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), Mohamed Chami. Ce dernier, qui préside une commission de suivi des accords d'association, a ainsi évoqué le manque, voire des défaillances en matière d'information. Néanmoins, cette dynamique de protection économique si elle se concrétisait permettrait égale-



Port d'Alger.

ment une mise en œuvre de l'accord d'association davantage optimale, efficiente et rationalisée, sur la base d'études d'impact régulières et propres aux pays maghrébins. «Nous nous dirigeons vers l'élaboration d'études d'impact régulières», dira justement le représentant du ministère du Commerce, soucieux d'une évaluation plus approfondie des rapports algéro-européens dans le cadre de la mise en œuvre de cet accord.

A ce propos, le directeur général de l'Algex avait estimé auparavant que l'ouverture commerciale du pays a été «mal entamée» et que le démantèlement tarifaire s'est déroulé de «manière unilatérale», comme il avait évoqué

«l'absence d'instruments efficaces de mise en œuvre et suivi dudit accord». Or, il n'y a eu qu'une seule étude d'impact de l'accord d'association, réalisée au demeurant par l'Union européenne et non validée au demeurant par les autorités algériennes, relève ce responsable en charge de la promotion du commerce extérieur.

Notons dans ce sens que la balance commerciale est restée très déséquilibrée hors hydrocarbures pour l'Algérie, avec une Union européenne qui «accapare» 52% de parts de son commerce extérieur, et un afflux d'IDE qui n'a connu aucune évolution significative.

C. B.